

Atelier sur les Migrations Africaines
Comprendre les dynamiques des migrations sur le continent

<p>Centre for Migration Studies University of Ghana Legon Ghana</p>	<p>International Migration Institute James Martin 21st Century School University of Oxford Oxford UK</p>
---	---

18 – 21 septembre 2007
Alisa Hotel, Northridge, Accra, Ghana

L'échange international et migrations internationales : soubassements théoriques et enseignements de l'analyse descriptive et d'applications économétriques (cas du Maroc Avec l'Europe)

Rachid CHAABITA¹

¹ Professeur à l'Université Hassan II, Responsable du Centre des Eudes et de Recherches sur la Migration Internationale et le Développement Durable (CERMID).

L'échange international et migrations internationales : soubassements théoriques et enseignements de l'analyse descriptive et d'applications économétriques (cas du Maroc Avec l'Europe)

Sommaire :

Avant propos : Emigration des Marocains vers l'Europe: vue globale.....	3
Introduction:	4
Section I: Migration et échanges internationaux: Approches théoriques et données de base	5
I: Théorie de l'échange international et migrations internationales	5
II: Evolution et structure du commerce extérieur et des IDE au Maroc.....	6
1- Les caractéristiques du commerce extérieur Marocain.....	6
2- L'intensité des échanges du Maroc avec l'Union Européenne (UE).....	9
3- L'investissement direct étranger au Maroc : Niveau et répartition	13
Section II: Flux migratoires et échanges commerciaux : Tests d'hypothèses	16
I : les enseignements de l'analyse descriptive.....	16
II : Les enseignements d'applications économétriques.....	18
Conclusion et Implications en termes de politique migratoire, commerciale et de l'investissement	22
Bibliographie	24
Liste des graphiques et des tableaux	26

Résumé:

Pour comprendre la façon dont s'est opérée le lien entre économie et migration, il faut retourner aux années 1980, quand les pays qui avaient engagé des personnes étrangers ou des ressortissants de leurs anciennes colonies décident de réduire les flux migratoires, ceci, notamment, en raison, d'une part de la difficulté et la problématique de gérer et d'absorber la main d'œuvre émigrée dans l'ensemble des pays d'accueil, d'autre part de la prolifération des émigrants clandestins provenant des pays du sud de la Méditerranée. Dans cette perspective les pays d'accueil pourront, soit, de portée immédiate, renforcer et améliorer leurs mesures de contrôle des entrées ; soit, réduire les migrations par l'octroi d'aide au développement des pays de départ. En effet cet article s'inscrit dans une réflexion générale sur le lien entre migration sud-nord et commerce, d'une part, et investissement étranger d'autre part. En effet, savoir si la libéralisation du commerce entraîne une hausse ou une baisse de l'émigration est déterminante pour la conception de nouvelles politiques commerciales et migratoires par les pays concernés. Pour comprendre les interactions entre ces variables, plusieurs modèles économétriques ont été établis pour analyser empiriquement l'existence ou l'absence d'une relation de complémentarité ou de substitution entre ces variables, en étudiant le cas de l'émigration des Marocains en Europe, suite aux soubassements théoriques consacrés à l'interaction entre commerce, aide au développement et migration internationale, sans négliger le rôle que peuvent jouer les transferts de fonds dans le maintien de cette migration.

Mots clé : commerce international, migrations internationales, investissements directs étrangers, transfert de fonds, Maroc, Europe.

Avant propos : Emigration des Marocains vers l'Europe: vue globale

Actuellement, les Résidents Marocains à l'Étranger (RME) sont 3.185.386 de personnes. Les flux migratoires au départ ont connu une période d'intensification entre 1960 et le début des années 1970, période durant laquelle les pays européens de destination se sont diversifiés. L'année 1974 marque l'événement d'une réglementation plus sévère des flux migratoires. Les mesures adoptées dans les pays d'accueil comprenaient des procédures et des dispositifs divers comme la limitation de l'émigration illégale, les actions d'insertion de la population émigrée, les aides dans les pays d'origine, l'établissement des visas, la limitation du principe du regroupement familial. Ces mesures ont eu pour conséquence, une diminution des départs officiels des travailleurs Marocains vers les pays de la Communauté Européenne. Passant de 35.000 pour l'année 1973, ces départs tombent à moins de 10.000 en 1975, pour atteindre moins de 4.000 personnes en 1987 soit moins de la moitié des effectifs émigrés en 1960. Depuis 1984, l'accroissement de l'effectif global a été de 45% soit une augmentation à un rythme annuel ne dépassant pas 6,5%, alors que ce pourcentage était de 11,5% durant les années 60 et début des années 70. Pourtant, la fermeture des frontières entre le Maroc et les pays Européens a donné lieu à de nouvelles formes de mobilité : regroupement familial, entrées clandestines, migrations de transit et transformation des séjours pour études en installation durable. Des facteurs propres aux pays occidentaux ont accéléré ces nouvelles déplacements : la demande sectorielle de la main d'œuvre et de la demande de professionnels hautement qualifiés. Des facteurs propres au Maroc ont également alimenté les flux au départ : l'augmentation du taux de chômage des diplômés et la constitution d'un stock de cadres et de compétences possédants de projets dépassant l'offre locale d'emploi et de rémunération (R.Chaâbita 2007). Sous l'effet de ces facteurs, les flux de l'émigration des marocains en Europe n'ont jamais arrêté. Ils ont même progressé. Les marocains sont aujourd'hui 2.740.000 de personnes qui vivent légalement dans les pays européen (dont 98% vivent en Allemagne, Espagne, France, Belgique, Italie et Pays-Bas) contre 1.279.558 en 1993².

D'ailleurs, l'émigration marocaine a eu d'importants impacts sur l'économie du Maroc, l'entrée de devises, l'entretien de la famille et la survie de plusieurs milliers de familles (On estime que plus de 16% de la population marocaine bénéficie de tels fonds, Sans ces transferts environ 30 mille ménages marocains auraient été comptés parmi les couches pauvres (R.Chaâbita 2006)) et l'alimentation de l'investissement. Les transferts de fonds des RME ayant transité par les voies officielles sont passés de deux cent millions de dirhams en 1968 à 47,7 milliards dirhams en 2006, en présentant 8,89% du PIB en 2005. Ces flux d'argent sont transférés à 84% par des marocains résidants en Allemagne, en Espagne, en France, en Belgique, en Italie et en Pays-Bas. Par ailleurs on constate que non seulement l'Europe fournit environ 73% des exportations et absorbe 65 % d'importations Marocains mais surtout sa contribution qui s'élève à 89% des d'investissements directs étrangers réalisés au Maroc en 2006.

Ceci nous conduit à nous interroger: Y a t-il une substituabilité ou une complémentarité entre la migration des Marocains et le développement du commerce avec l'Europe? Et quel rôle joue les investissements étrangers directs sur cette émigration?

² Source : Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération –Maroc (2006).

Introduction:

Les raisons qui sont à l'origine de l'émigration se sont diversifiées avec le temps et sont devenues plus complexes, mais les causes fondamentales sont restées les mêmes. Du point de vue économique, émigrer est devenu selon certains auteurs un acte rationnel, car répondant à une cause que M. TERMOTE (1993), appelle "l'équilibre économique international". G.NOIRIEL (1992) explique autrement, pour lui "l'immigration c'est, en effet, quel que soit l'époque, une relation inégalitaire entre un pays développé et un pays pauvre". Elle est donc orientée, canalisée, fixée en fonction des besoins du marché du travail.

Les migrations créent des liens entre les pays d'accueil et les pays d'origine. La coopération bilatérale et multilatérale porte essentiellement sur la maîtrise des flux migratoires, l'intégration économique régionale et la libéralisation des échanges. Depuis des siècles, la situation géographique du Maroc en fait un lien intermédiaire entre l'Afrique et l'Europe, laquelle reste le principal partenaire économique du pays. On a observé précédemment que la majorité des Marocains à l'étranger se trouvent dans l'union européenne.

Le commerce a amené des négociations, notamment à Gibraltar, en Angleterre et en France, qu'ont favorisé l'ouverture commerciale du Maroc sur l'Europe, dans la seconde moitié du 19^{ème}, ainsi qu'une première vague d'émigration, celle-ci était numériquement très faible et concerne seulement les élites.

Les migrations internationales sont analysées par les auteurs dans le cadre de la théorie de l'échange international (G.Tapinos 1974). Pour eux, les échanges du facteur travail entre nations participent au même titre que les échanges du facteur capital et de marchandises à l'équilibre mondial. Ainsi les migrations internationales participent à l'intégration des nations (au niveau des échanges).

Il est bien évident que les flux de biens sont déterminés par des facteurs autres que ceux qui prévalent dans l'explication des flux migratoires.

En effet, pour ce qui est des échanges de biens, il y a lieu de citer l'importance de la demande mondiale, le niveau de la concurrence qui règne sur le marché mondial, la nature des biens échangés et leurs caractéristiques, tandis que les flux migratoires s'intensifient vers les pays développés en fonction des politiques migratoires et de la demande de travail dans ces derniers.

Ces deux flux sont influencés par des facteurs différents, le trait commun qui les conditionne, c'est la situation économique et politique qui règne au sein des pays développés. On peut faire deux remarques à cet égard³:

- Les principaux pays d'accueil de main d'oeuvre émigrée sont ceux qui occupent les premiers rangs dans le total des exportations des pays émetteurs.
- Les pays émetteurs de main d'oeuvre représentent une part minime dans le total des importations des pays récepteurs.

³ Ces deux remarques sont tirées de l'étude réalisée par l'OCDE en 1992-1993, concernant respectivement la migration des Mexicains aux Etats Unis d'Amérique, des Yougoslaves en Allemagne et celle des Maghrébins en France. " Les grandes tendances des migrations internationales" 1992-1993 OCDE, SOPEMI (pages 45 à 47).

Les pays d'accueil qui veulent réduire l'importance des flux migratoires disposent, pour résorber ces flux, de plusieurs instruments:

➤ Libéralisation de leur politique commerciale dans l'hypothèse où il y a une substitution entre les mouvements des personnes et les mouvements des biens et des services,

➤ Multiplication des investissements étrangers directs dans les pays d'origine.

A la fin de la décennie 1980, les migrations continuent à figurer parmi les thèmes dominants de la conjoncture internationale.

L'accélération de la pression de la demande en flux migratoires résulte en grande partie de la persistance des déséquilibres démographiques et économiques, mais aussi des changements politiques. Presque tous les pays de la l'Union Européenne sont aujourd'hui préoccupés par l'évolution du phénomène migratoire, même s'ils ne connaissent pas tous la même situation.

Section I: Migration et échanges internationaux: Approches théoriques et données de base

I: Théorie de l'échange international et migrations internationales

Les migrations internationales entrent dans la sphère d'étude de la "théorie de l'échange international". Au point de départ de la théorie de l'échange international, il y a la reconnaissance du fait national. Pour Adam Smith, de toutes les marchandises, l'homme est la plus difficile à déplacer. "La conséquence logique que l'on peut dégager, est que le travailleur quitte le pays à faible salaire, pour aller s'installer dans le pays à fort salaire" (J.C.Mucchielli; 1987).

Mais cette émigration ne peut avoir lieu que s'il existe: une parfaite information du facteur travail sur les différentes possibilités de rémunération dans le monde et qu'une évaluation de la rémunération offerte n'est entravée ni par la monnaie, ni par aucune préférence pour un mode de vie donné et enfin si la mobilité du travail ne se heurte à aucun obstacle, ni de distance (coût de transport), ni de ségrégation (coût social,...). La théorie néoclassique de l'échange propose deux approches du problème des migrations:

La première appréhende la mobilité des facteurs de façon résiduelle, la deuxième fondée sur l'hypothèse classique d'immobilité des facteurs, analyse l'effet du libre échange sur les rémunérations des facteurs et conclut à leur égalisation. Pour Heckscher-Ohlin cette égalisation n'est envisageable effectivement que si les facteurs aussi sont mobiles (cf. G.Tapinos 1974).

Mundell (1957) utilise la structure Heckscher-Ohlin pour montrer que le commerce international et le mouvement des facteurs sont substituables. Pour Mundel une augmentation de barrières commerciales réduit le commerce et lève la migration et une augmentation de barrières de migration réduit la migration et lève le commerce.

Pour Markusen (1983), comme la différence de la technologie ou d'économie d'échelle entre deux pays est la base de leurs échanges de facteurs, commerce et migration sont complémentaire; la substitution reste un cas particulier. Caves fait une observation pertinente; il montre que la substituabilité des mouvements de facteurs aux mouvements des produits implique des pays de même taille (cf. G.Tapinos 1974).

Qu'en est-il pour les pays de tailles différentes?

Pour Russell et Teitebaum (1992) ainsi que Martin (1993), la migration est complémentaire du commerce à court terme. Selon ces études, s'il y a libéralisation de la politique commerciale, la migration augmente d'abord avant de diminuer en suite. De plus, ils affirment qu'à la suite de la libéralisation du marché dans les pays sous développés, la migration internationale se développe par le biais de la circulation de l'information. Dans le même ordre d'idée Faini R et Venturini A (1993) annoncent qu'un revenu plus élevé peut entraîner au départ une plus grande propension à émigrer. Alors pour Panagriya (1992), le mouvement de capital et de main d'œuvre qualifiée, entre les pays de Nord et du Sud, peuvent développer le commerce, alors que des mouvements de main d'œuvre non qualifiée peuvent contribuer soit à le réduire, soit à le développer.

Notre objectif est de tester ces hypothèses en analysant les flux migratoires des marocains vers l'Europe et les échanges commerciaux entre le Maroc et l'UE.

II: Evolution et structure du commerce extérieur et des IDE au Maroc

Si l'analyse quantitative permet de porter un éclairage sur le plus ou moins grand degré d'ouverture de l'économie au marché mondial (degré d'extraversion), l'analyse qualitative ou structurelle devrait, par contre, renseigner sur la diversification sectorielle et géographique des échanges, c'est à dire sur le nombre et le genre de produits échangés, sur les partenaires commerciaux du Maroc ainsi que leurs poids respectifs dans l'échange global. Cependant, avant de procéder à une telle analyse, il importe de voir quelle a été l'évolution de ces échanges et de ces IDE durant les deux dernières décennies.

1- Les caractéristiques du commerce extérieur Marocain

La balance commerciale marocaine est caractérisée par un déficit structurel tel qu'il ressort du tableau suivant:

Tableau n°1: Evolution de la balance commerciale et du taux de couverture

Années	1973	1977	1983	1988	1993	1998	2005	2006
Importations (M)	3748	5860	15198	29750	30832	68607	94358	111689
Exportations (X)	4684	14401	29621	39132	55811	98675	180294	206997
X - M	-936	-8541	-14423	-9382	-24979	-30068	-85936	-95309
X/M en %	80	41	51	76	55	69,5	53,8	54

Source: Office de changes. Les chiffres sont en 10⁶ DH

Le tableau montre que le déficit n'a cessé de s'aggraver pendant cette période passant de 936 millions de dirhams en 1973 à 95.309 millions en 2006, c'est-à-dire qu'il a été multiplié par plus de 101 fois entre 33 ans.

Cette situation est due à une tendance à l'accentuation du gap existant entre des importations qui ont augmenté à un rythme moyen de 13 % l'an et les exportations dont le taux de progression moyen a été de 11 % l'an durant la même période.

Ainsi, entre 1973 et 2006 le taux de couverture est passé de 80 % à 54 % bien qu'il a d'abord accusé une chute pendant les années 1970 puis une augmentation sensible au cours de la décennie suivante, pour terminer avec une baisse continue jusqu'en 2006. Ce résultat est dû d'une part à la mise en place du PAS en 1983 et d'autre part à une bonne conjoncture enregistrée en 1998 qui était par des investissements et donc par une augmentation des exportations. Le degré d'ouverture atteint au Maroc est de 60% en 2005. Il montre à l'évidence l'importance relative de l'extraversion de l'économie marocaine mais il ne peut expliquer la détérioration continue du solde de sa balance commerciale.

L'analyse de la structure du commerce extérieur s'avère alors nécessaire. Que ce soit du côté des exportations ou des importations, l'analyse par type de produits montre le degré élevé de concentration des échanges marocains.

Du côté des exportations:

Le tableau suivant donne la part de différents types de produits dans la répartition des exportations marocaines par groupement d'utilisation entre 1983 et 2006 (en %). Notons toutefois la baisse continue de la part des phosphates dans les exportations globales puisqu'elle est passée de près de 23% en 1983 à 16,3% en 2006.

Tableau n° 2: La structure des exportations Marocaines (en %)

Groupe d'utilisation	1983	1987	1991	1995	2000	2006
Alimentation, boissons et tabacs	25	27	28	28	21,3	19,26
Energie et lubrifiants	4	3	3	2,5	3,7	1,77
Produits bruts d'origine animale et végétale	2,5	3,5	3	4	2,3	2,86
Produits bruts d'origine minérale	27	16	11	11	7,3	7,77
Demi-produits	26	24	25	25	21,6	28,39
Biens d'équipements	0,5	1,5	4	3,5	6,1	6,1
Biens finis de consommation	15	25	26	26	37,7	31,3
Total	100	100	100	100	100	100

Source: Office de Changes

Les exportations marocaines connaissent une diversification importante par produit. En outre, une partie importante de ces exportations concernent des biens agricoles et miniers c'est-à-dire des biens sur les prix desquels le Maroc n'a aucune prise et qui sont intense en main d'oeuvre moins qualifiée. Cette diversification peut être récapitulée dans le tableau suivant:

Tableau n°3: La part des produits exportés dans le total des exports (en %)

Principaux produits exportés	2002	2003	2004	2005	2006
Vêtements confectionnés	21,4	22,1	21,2	18	18,9
Acide phosphorique	5,9	5,8	7,2	7,7	7,9
Articles de bonneterie	9,2	9,7	8,8	6,9	6,4
Transistors	6,3	6,8	6,3	5,5	5,6
Phosphates	4,6	4,1	4,2	4,6	4,3
Fils et câbles pour l'électricité	3,9	4,6	4,2	5,2	4,1
Engrais naturels et chimiques	4,2	4,2	4,3	4	4,1
Poissons en conserve	3,2	3,8	3,6	3,6	3,8
Crustacées, mollusques et coquillages	6,9	5,1	3	4	3,7
Agrumes	2,5	2,8	2,5	3	2,4
Autres	31,9	31	34,7	37,5	38,8

Source: Office de Changes (2006)

Du côté des importations:

Le tableau suivant retrace la part de différents produits dans les importations marocaines par groupement d'utilisation entre 1983 et 2006 (en %).

Tableau n°4: Structure des importations par produits

Groupement d'utilisation	1983	1987	1991	1995	2000	2006
Alimentation, boissons et tabacs	14,83	11,28	8,63	11,14	11,6	7,3
Energie et lubrifiants	27,46	17,49	14,45	15,52	17,7	21,69
Produits bruts d'origine animale et végétale	7,06	7,79	6,51	8,19	4,7	4,29
Produits bruts d'origine minérale	5,46	7,69	5,26	3,17	1,8	1,78
Demi-produits	19,27	23,23	25,48	25,26	19,9	23,5
Biens d'équipement	18,96	20,87	27,18	25,74	20,8	21,82
Biens finis de consommation	6,96	11,65	12,49	10,98	23,5	19,59
Total	100	100	100	100	100	100

Source : Office de Changes 2006

Tableau n°5: La part des produits importés dans le total des imports (en %)

Principaux produits importés	2002	2003	2004	2005	2006
Huile brute de pétrole	9,9	6,8	9,2	13	12,3
Machines et pareils divers	3,8	4,1	4	3,9	4
Gaz de pétrole	2,2	2,6	2,5	3,1	3,7
Gas-oils et Fuel-oils	1,2	3,2	2	2,7	3,4
Fer et aciers en blooms	1,9	2,3	3,2	2,9	3
Voitures de tourisme	1,9	1,8	2,5	2,7	3
Matières plastiques	2,6	2,7	2,6	2,7	2,9
Produits chimiques	3	3,1	3	2,8	2,9
Tissus de coton	3,4	3,2	2,7	2,3	2
Voitures industrielles	1,8	1,8	1,6	1,8	1,9
Autres	68,3	68,4	66,7	62,1	60,9

Il en ressort que les importations marocaines demeurent dominées par les produits industriels (biens d'équipements et demi-produits) et énergétiques qui représentent 66,69 % de la valeur globale des importations en 2006.

L'analyse de la répartition géographique du commerce extérieur marocain montre la polarisation autour des échanges avec les pays de l' UE comme l'illustre le tableau suivant:

Tableau n°6: Principaux clients et fournisseurs du Maroc 1995-2005 (en %)

PAYS	1995		2005	
	X	M	X	M
- France	31,71	22,61	30	22,3
- Espagne	9,27	8,78	20	14,6
- USA	3,51	8,62	2,7	3
- Allemagne	4,28	7,04	3,2	4,2
- Italie	5,73	6,75	5	5,7
- G. Bretagne	3,85	2,81	6,3	3,7
- Belgique	3,1	2,7	2,7	2,11
- Pays-Bas	2,42	2,42	2,67	2,23
- Autres Pays	36,13	38,27	27,43	42,16

Source: Office de Changes 2006. X- Exportations, M- Importations

2- L'intensité des échanges du Maroc avec l'Union Européenne (UE)

Les branches pour lesquelles l'UE constitue le principal débouché sont celles où les opérateurs européens, notamment français, investissent le plus: branches 13, 14, 15, 16 et 23 (tableau n°7); il s'agit d'industries de sous-traitance (R.Chaâbita, S.Maghraoui et F.Mourji 1997). La part de ces produits dans les exportations a fortement progressé durant les deux dernières décennies. En particulier, les produits "textiles et habillement" représentaient respectivement 7,8 et 4,9 % au début des

années 1980 et 15 et 17 % actuellement (la colonne 2 du tableau n°7 donne la moyenne sur la période 1991-2006). La première et la troisième colonne confirment l'importance des échanges "intra-branche" entre le Maroc et l'UE et donc le travail de sous-traitance que le Maroc effectue. Elles montrent aussi que l'équipement de ce pays provient essentiellement de l'UE.

Le tableau n°8 présente les indicateurs de la concentration relative des exportations et des importations pour chaque branche.

Il s'agit du ratio
$$\frac{X_{iMUE} / X_{iMM}}{X_{MUE} / X_{MM}} * 100$$

X_{iMUE} représente les exportations de la branche i , du Maroc vers l'UE et X_{iMM} , vers le monde, X_{MUE} sont les exportations totales vers l'UE et X_{MM} vers le monde.

Quand le ratio est supérieur à 100, cela signifie que les exportations du Maroc (respectivement les importations) sont plus concentrées vers (respectivement en provenance de) l'UE que l'ensemble des échanges. On observe ainsi que le Maroc est plus "dépendant" de l'UE pour les débouchés des branches de "textiles et habillement" et du "matériel électrique". Pour les produits de la chimie et parachimie, les exportations sont géographiquement plus diversifiées. Il s'agit de produits dérivés des phosphates. Du côté des importations, la concentration est plus forte pour les produits industriels; qu'ils s'agissent de produits objets d'échange "intra-branche" ou des biens d'équipement.

Tableau n°7: indicateurs de l'intensité des échanges MAROC -UNION EUROPEENNE (Moyenne 1991-2006)

Codes	Branches	Part de l'UE dans les exportations du Maroc par branches	Part de la branche i dans les exportations du Maroc vers l'UE	Part de l'UE dans les importations du Maroc par branches	Part de la branche i dans les importations du Maroc en provenance de l'UE
		(1)	(2)	(3)	(4)
1	AGRICULTURE,FORET,PECHE	69,14	20,81	42,4	6,12
4	MINERAUX NON METALLIQUES	44,27	5,25	10,82	0,56
5	MINERAIS METALLIQUES	77,6	3,02	49,52	0,32
6	COMBUSTIBLES SOLIDES ET PETROLE BRUT	24,61	0	0,95	0,21
7	PETROLE RAFFINE ET DERIVES DU PETROLE	70,18	2,05	56,24	2,24
10	PRODUITS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES	59,06	0,19	15,62	0,32
11	AUTRES PRODUITS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES	70,12	9,25	48,21	3,26
12	BOISSONS ET TABACS	5305	0,32	29,68	0,49
13	PRODUITS TEXTILES ET BONNETERIE	84,32	15,32	73,24	9,84
14	HABILLEMENT A L, EXCLUSION DES CHAUSSURES	92,51	17,65	91,52	0,21
15	CUIR ET CHAUSSURES EN CUIR	79,16	5,21	87,61	0,92
16	BOIS ET ARTICLES EN BOIS	76,1	1,23	51,65	2,51
17	PAPIER, CARTON ET IMPRIMERIE	47,32	0,86	86,25	4,15
18	PRODUITS ISSUS DES MINERAUX DE CARRIERES	50,4	0,64	71,48	1,97
19	PRODUITS DE L, INDUSTRIE METALLIQUE DE BASE	56,43	0,76	72,51	8,54
20	OUVRAGES EN METAUX(N,C, MACHINES DE TRANSPORT)	30,12	0,17	82,04	2,79
21	MATERIEL D, EQUIPEMENT MECANIQUE	32,26	0,25	86,21	17,02
22	MATERIEL DE TRANSPORT	48,65	0,66	63,02	8,94
23	MATERIEL ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE	84,52	5,02	77,31	9,05
24	MACHINES DE BUREAU,INSTRUMENTS PRECISION,OPTIQUE	59,6	0,12	68,52	2,76
25	PRODUITS DE LA CHIMIE ET DE LA PARACHIMIE	37,92	10,44	74,02	15,26
26	ARTICLES EN CAOUTCHOUC OU EN PLASTIQUE	57,61	0,57	70,5	1,98
27	PRODUITS D, AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	81,64	0,21	71,52	0,54

Source: Office de Changes (les pourcentages sont calculés par R.CHAABITA)

Tableau n°8: Indices de concentration relative des échanges extérieurs du Maroc avec l'UE

CODE	Branches	Cas des exportations				Cas des importations			
		1980	1985	1990	Moyenne 1991-2006	1980	1985	1990	Moyenne 1991-2006
1	AGRICULTURE, FORET, PECHE	109,94	109,63	108,60	121,08	90,57	98,96	61,56	79,88
4	MINERAUX NON METALLIQUES	94,88	101,25	72,98	77,53	17,01	10,78	8,86	20,38
5	MINERAIS METALLIQUES	124,08	133,25	116,22	135,90	111,26	136,47	69,45	93,30
6	COMBUSTIBLES SOLIDES ET PETROLE BRUT	126,40	151,87	0,00	43,10	1,00	3,33	4,96	1,79
7	PETROLE RAFFINE ET DERIVES DU PETROLE	97,13	116,11	125,54	122,91	131,66	169,65	113,03	105,96
10	PRODUITS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES	107,71	110,96	128,72	103,43	45,68	17,14	31,61	29,43
11	AUTRES PRODUITS DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES	119,60	121,54	114,52	122,80	152,70	142,44	103,44	90,83
12	BOISSONS ET TABACS	63,98	77,34	103,59	9290,63	21,60	23,74	45,02	55,92
13	PRODUITS TEXTILES ET BONNETERIE	117,96	116,58	119,40	147,67	123,68	141,70	126,06	137,98
14	HABILLEMENT A L EXCLUSION DES CHAUSSURES	146,10	132,99	141,46	162,01	170,01	193,33	109,86	172,42
15	CUIR ET CHAUSSURES EN CUIR	119,37	112,60	111,14	138,63	149,75	182,48	158,18	165,06
16	BOIS ET ARTICLES EN BOIS	96,71	93,03	94,94	133,27	65,52	98,33	78,81	97,31
17	PAPIER, CARTON ET IMPRIMERIE	155,12	137,46	91,10	82,87	157,95	184,64	153,86	162,49
18	PRODUITS ISSUS DES MINERAUX DE CARRIERES	13,80	76,40	64,16	88,27	138,43	169,51	130,00	134,67
19	PRODUITS DE L INDUSTRIE METALLIQUE DE BASE	79,79	164,55	104,86	98,83	171,84	192,42	126,92	136,61
20	OUVRAGES EN METAUX (N, C, MACHINES DE TRANSPORT)	70,23	36,99	56,42	52,75	158,97	179,64	145,63	154,56
21	MATERIEL D EQUIPEMENT MECANIQUE	144,45	145,02	72,93	56,50	149,09	176,65	146,17	162,42
22	MATERIEL DE TRANSPORT	138,95	79,47	94,16	85,20	147,88	135,07	132,24	118,73
23	MATERIEL ELECTRIQUE ET ELECTRONIQUE	144,22	122,96	117,36	148,02	143,06	171,28	135,51	145,65
24	MACHINES DE BUREAU, INSTRUMENTS PRECISION, OPTIQUE	100,44	53,68	62,76	104,38	135,03	163,31	126,14	129,09
25	PRODUITS DE LA CHIMIE ET DE LA PARACHIMIE	26,83	52,70	57,11	66,41	146,17	150,78	129,04	139,45
26	ARTICLES EN CAOUTCHOUC OU EN PLASTIQUE	144,49	82,37	74,70	100,89	126,62	155,13	133,22	132,82
27	PRODUITS D'AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	138,30	105,77	108,32	142,98	153,75	159,50	132,38	134,74

Source: Voir tableau n°7

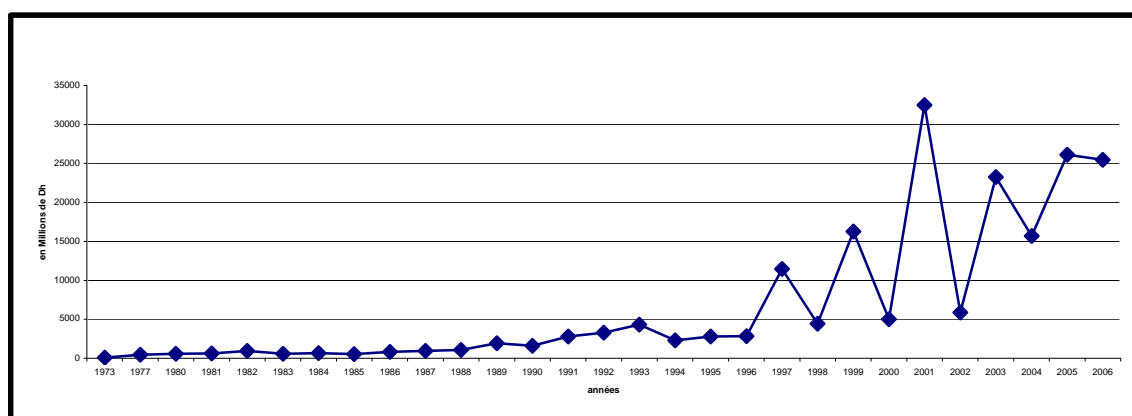
3- L'investissement direct étranger au Maroc : Niveau et répartition

L'examen du niveau de l'investissement étranger reçu par le Maroc durant les dernières années, comparativement aux pays émergents, laisse comprendre l'existence d'obstacles qui réduisent le degré d'attractivité du Maroc et ce malgré un ensemble de réformes et d'actions qui ont été initiés depuis 1983, particulièrement après 1990, en vue d'améliorer le cadre législatif, réglementaire et institutionnel régissant l'investissement.

Les IDE au Maroc ont connu un essor important, dû en grande partie au démarrage en 1993 du processus de privatisation et à la conversion de la dette extérieure en investissement.

Toutefois, leurs évolutions se caractérisent à partir de 1996, par une certaine irrégularité.

Graphique n°1 : Evolutions des IDE vers le Maroc
(1973-2006)



En effet, après avoir enregistré un niveau élevé en 1997 (10,5 Milliards DHS) en liaison avec la concession d'exploitation des centrales thermiques de JORFLASFAR et la privatisation de la SAMIR, les flux d'IDE à destination du Maroc ont accusé une baisse en 1998 et en 2000.

Ils ont atteint un niveau important de 32,4 Milliards DH en 2001, grâce notamment à l'ouverture du capital de Maroc télécoms. Cette année, le Maroc a été, d'après le dernier rapport de la CNUCED, le deuxième pays destinataire d'IDE sur le continent AFRICAÏN, après l'AFRIQUE du Sud (67 Milliards DHS).

En 2006, les flux d'investissements directs étrangers au Maroc dépassent les 25,5 Milliards de dh. A l'instar de 2005, les bons résultats de 2006 sont en grande partie imputables à des opérations exceptionnelles conduites par des entreprises françaises et espagnoles (rachat de 20% de la Régie des Tabacs par le groupe franco-espagnol Altadis, prise de participation de la Caisse d'Epargne dans le CIH, et d'Arcelor dans la SONASID). Le niveau des IDE reste toutefois modeste (en moyenne 4,2% du PIB entre 2000 et 2006) et pourrait apporter une contribution plus forte au décollage économique du pays. Par ailleurs, le niveau des flux d'IDE reste encore fortement dépendant des opérations de privatisation. Ainsi, entre 2001 et 2006, les flux

d'IDE se sont élevés en moyenne à 21 Milliards de Dh par an. En revanche, hors opérations de privatisation, le flux annuel moyen d'IDE n'est plus que de 11 Milliards de Dh.

S'agissant de la répartition par activité des flux d'IDE, en 2006, quatre secteurs se sont détachés nettement : l'industrie (34%), le tourisme (31%), l'immobilier (16%) et la Banque (6%). Sur la période 2001-2006, on retrouve les mêmes secteurs.

En 2006, il convient de noter la hausse des investissements dans le secteur touristique (+160%) qui est imputable aux bons résultats du plan Azur et dans l'immobilier (+68%) qui bénéficie de l'admiration des non-résidents pour les villes de Marrakech et de la côte méditerranéenne. Enfin, dans le secteur bancaire, les flux sont en forte augmentation en raison de la prise de participation de la Caisse d'Epargne dans le CIH. Les investissements émanant des pays de l'union Européenne sont prépondérants pour la période 1998 – 2006. La France maintient son rang de 1er investisseur étranger au Maroc suivi de l'Espagne.

Pour ce qui est de la position du Maroc par rapport à ses concurrents limitrophes, l'analyse des flux d'IDE fait apparaître que le Maroc se situe dans le standard des pays émergents de la région méditerranéenne. Sa part dans les IDE destinés à la zone UMA est de l'ordre de 43 % durant la période 1995 – 2006. Par rapport aux pays du Sud-Est de la méditerranée le Maroc détient en moyenne 17 % des IDE durant la même période. Alors que par rapport à d'autres pays émergents (Corée du Sud, Pologne...) le Maroc est moins attractif.

**Tableau n°9 : Répartition des flux d IDE par principaux pays d'origine
(en Millions DH)**

Pays	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
France	3 560,1	1 624,2	27 650	2 252	9 780,3	4 621,4	19 496	10 460,1
Espagne	2 046,1	564,4	938,7	389,6	11 156,8	485,3	1401,2	5 235,7
U.E.B.L.	-	-	103,1	260,5	190,3	346,1	348	2 596
Koweït	78,6	32,6	131	431,4	16,8	20,7	219,2	983,5
G.B	202,7	490	286,5	356	257,6	468,5	451,6	905,8
Allemagne	73,4	192,7	256,7	492,6	139,4	504,8	794,8	888,6
Suisse	261,1	118,8	308,9	240,3	253,5	705,9	743,3	873,7
USA	1 024	297	699,1	379,7	445,4	461 ,2	220,9	832,6
EAU	1,6	63,8	9,3	118,2	222,4	330,8	709,9	759
Arabie Saoudite	107,6	145,3	87,4	171,7	145	314 ,2	341,7	322,1
Total des IDE	16 260,7	4 997,7	32 486,1	5 875,8	22 919,8	9 119,9	26 012,3	25 482,4

Source : Office des changes (sauf en ce qui concerne 2003 et 2006, années pour lesquelles les investissements d'Altadis comptabilisés par l'Office comme espagnols ont été ventilés à parts égales entre la France et l'Espagne).

**Tableau n°10 : Répartition des flux d'IDE vers le Maroc par secteur d'activité de 2004 à 2006
(en Millions DH)**

Secteurs	2004	2005	2006
Industrie	1 796,1	2 273,3	8 684,7
Tourisme	1 430,8	3 080,9	7 925,5
Immobilier	2 039,6	2 422,2	3 980,7
Banque	1 524,9	44,0	1 500,9
Assurances	165,7	1 144,9	1492,7
Commerce	611,8	353,7	858,6
Holding	30,7	206,7	127,5
Energie et mines	336,1	377,4	93,2
Transports	43,4	300,2	39,5
Grands travaux	105,7	159,8	33,5
Agriculture	29,4	6,3	25,3
Etudes	69,9	3,5	11,5
Autres services	477,5	410,2	591,7
Pêche	12,9	4,4	-
Télécommunications	717,7	15 311,1	-
Divers	92,5	31,0	117,1
TOTAL	9 484,7	26 129,6	25 482,4

Source: office de changes 2006

L'intensité des échanges du Maroc avec l'UE concerne également les facteurs: flux du travail et des capitaux. En 2005, 83,91% des marocains résidents à l'étranger se trouvent dans six pays européens (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie et Pays-Bas) [SPE]. Si les transferts de fonds globaux des marocains à l'étranger comblent 66% (moyenne 1980-2006) du déficit commercial, ceux provenant de l'UE sont essentiels, ils contribuent en moyenne pour plus de 60,72%. Ces SPE contribuent à plus de 68% (moyenne 1991-2006) d'IDE Marocain. Ceci explique, non seulement qu'il y a une concentration au niveau des échanges mais aussi au niveau de l'émigration. DE quel lien s'agit-il entre l'exportation des produits et l'émigration des personnes Marocains vers l'Europe? Tout en s'inspirant de l'étude réalisée par l'OCDE 1992-1993 citée ci-dessus.

Section II: Flux migratoires et échanges commerciaux : Tests d'hypothèses

Au cours des trois décennies passées, les flux migratoire en provenance du Maroc représentent une part importante des entrées des migrants permanents dans les SPE.

I : les enseignements de l'analyse descriptive

La part des marocains dans le total des immigrés en France à passé de 9,4% en 1980 à plus de 22% actuellement. Ils constituent la 2^{ème} diaspora, dans ce pays, après les portugais.

En Belgique, l'émigration marocaine présente 11,36 % en 1980 et 40 % en 2005 du total des entrées de migrants permanents dans ce pays. Elle constitue, après les Italiens, le principal flux d'émigration récent à destination de la Belgique. Il en va de même pour les RME aux Pays Bas, qui représentent près de 13,44 % des flux d'émigration en 1980 en passant à plus de 44% en 2005 en constituant ainsi dès 1996 la première communauté en terme de flux. Ceci s'explique par les flux de regroupement familial et les effets de la régularisation. Les Marocains alimentent aussi les flux d'émigrations vers l'Italie (0,33 % des entrées permanentes en 1980, de 2,75 % en 1987 à plus de 15 % en 2005) et vers l'Espagne (23,96% en 2005) en tant que deux nouveaux pays d'accueils.

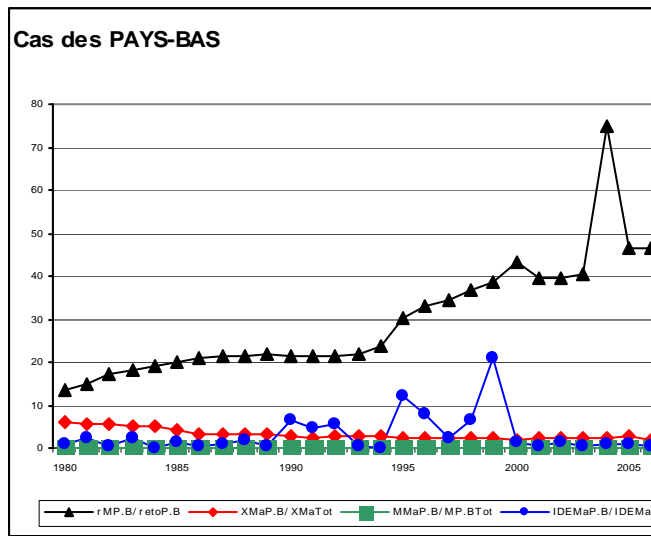
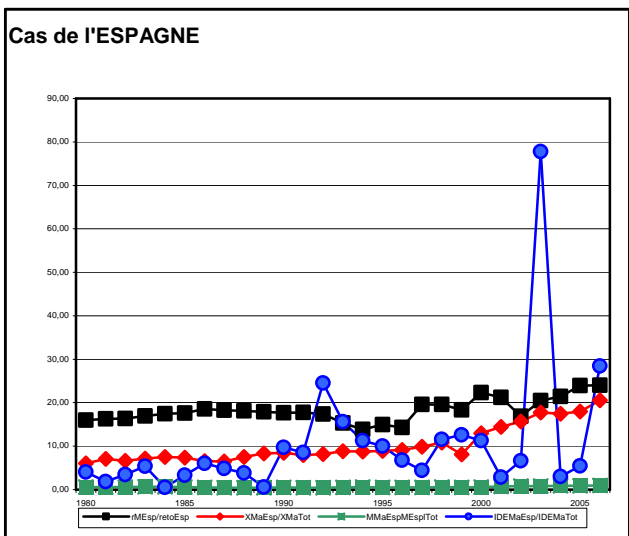
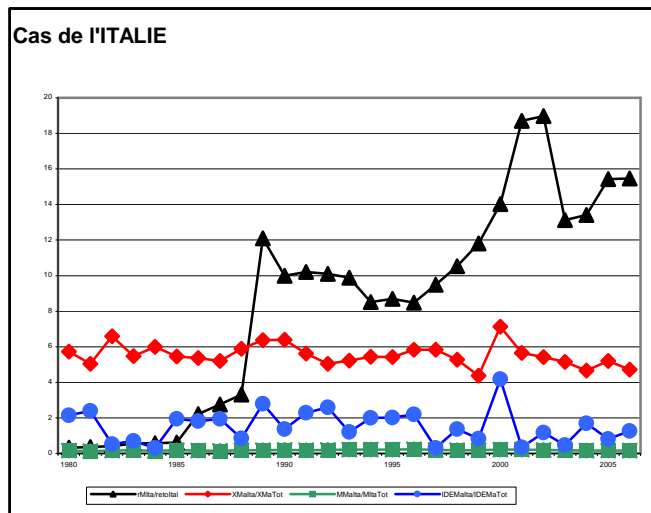
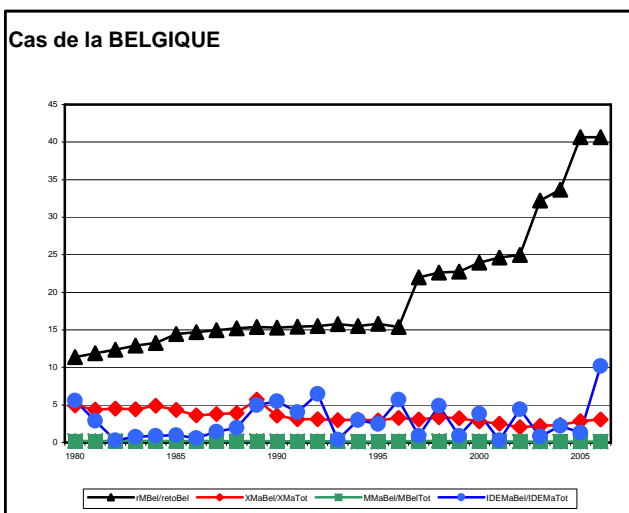
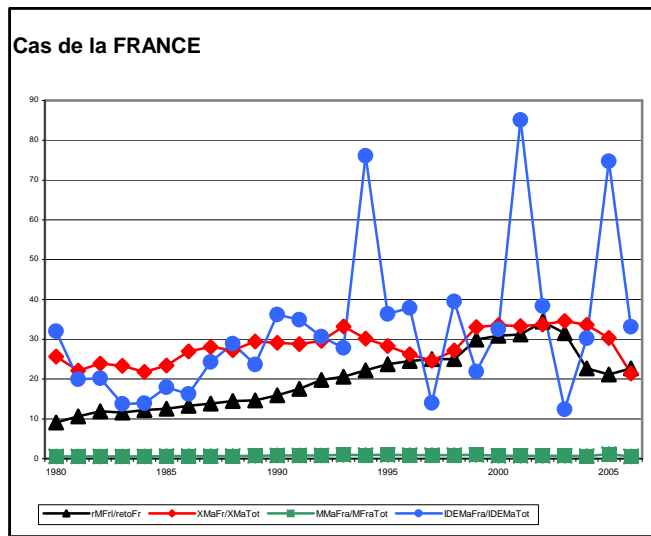
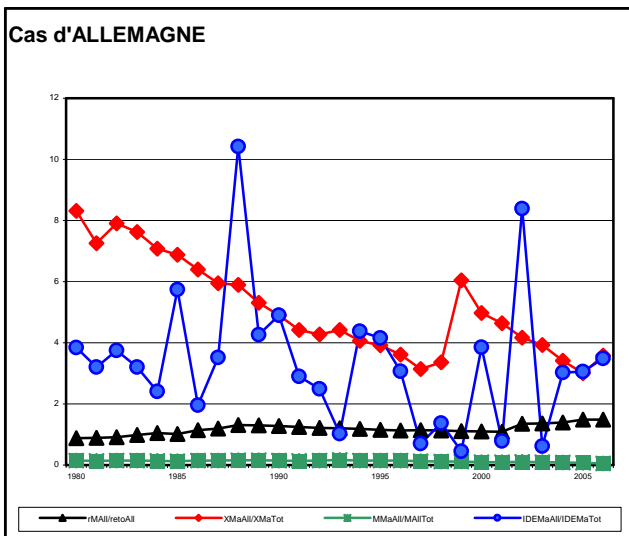
En Allemagne les Marocains ne représentent, en moyenne, que 1,17% des étrangers, durant la période 1980-2005. Ces SPE importent aussi des biens en provenance du Maroc. Les courants de marchandises et les flux d'émigration à destination de ces pays ne sont pas déterminés par les mêmes facteurs. Les premiers dépendent principalement de la capacité du Maroc à répondre à la demande Européenne et de la concurrence qui règne sur les marchés internationaux. Les seconds résultent, en grande partie, de la demande de travail et de la politique migratoire du pays d'accueil, incluant la législation en matière de regroupement familial et la régularisation.

La part des exportations marocaines vers chacun de ces pays Européens dans le total des exportations marocaines oscille, pour la France, entre 21 % et 33 % de 1980 à 2006. Pour l'Espagne, elles varient entre 8% et 20%. Pour les autres SPE elles fluctuent entre 3 et 8% pour les autres.

Au terme de cette analyse descriptive (comme le montre les graphiques suivants), il n'existe pas de corrélation apparente entre les mouvements de marchandises et les mouvements de personnes. On peut dire que la main d'oeuvre marocaine s'adapte à la demande de travail des pays d'accueils, en même temps ces pays constituent aussi un débouché primordial pour les exportations Marocaines.

Graphiques N°2: Evolutions de l' Emigration, du commerce et d'IDE par pays de 1980 à 2006

Légende: X : Exportation, M : Importation, Re: Résidents étrangers, Rme: Résidents marocains à l'étranger, Ma : Maroc, Tot : Total, All: Allemagne, Bel : Belgique, Esp : Espagne, Fra : France, Ita : Italie, P.B : Pays Bas.



II : Les enseignements d'applications économétriques

Pour expliquer le lien qui peut exister entre l'émigration, le commerce et l'investissement direct étranger. Nous serons amenés à estimer quelques modèles.

Les données sont exprimées en logarithme⁴

Les observations portent sur 1980 à 2005

RME: effectifs des résidents Marocains à l'étranger

X : Les exportations

M : Les importations

Comm : commerce

IDE : Investissements Directs Etrangers

(expt/expt): exportation des branches (13+14+15) / exportation totale

(comm/commtot): commerce à la date t / commerce total

(ide/idetot): Investissements directs étrangers / Investissements directs étrangers total

(---) : T de student

R^2 : coefficient de détermination

DW : Durbin-Watson

Fc : test de Fisher

Les données sont exprimées à la date t-1

Nous avons utilisé l'indice des prix de gros pour déflater les exportations, les importations et le commerce et l'indice des prix des industries manufacturières pour les investissements directs étrangers.

La première estimation ayant comme variable endogène l'effectif des RME dans le pays d'accueil. Les variables exogènes sont: le montant des investissements privés étrangers provenant des pays d'accueil (IPE), le volume des échanges du Maroc avec les pays d'accueil.

**Tableau n°11: Explication des flux migratoires en fonction des IDE et du Commerce « x+m »
(au niveau bilatéral)**

RME	Allemagne	Belgique	Espagne	France	Italie	Pays-Bas
Comm-1	0,345 (6,505)	0,455 (3,665)	0,527 (3,878)	0,357 (8,839)	2,185 (6,825)	0,755 (12,452)
IDE-1	0,113 (2,090)	0,439 (0,996)	0,177 (2,413)	0,277 (1,545)	0,179 (1,012)	0,22 (1,539)
Constante	5,27 (3,936)	5,118 (3,019)	1,857 (0,955)	7,189 (12,38)	-23,745 (5,364)	0,896 (1,048)
R^2	0,814	0,742	0,798	0,962	0,917	0,937
DW	1,335	0,405	1,426	1,118	1,118	0,922
FC	50,34	33,02	45,45	288,73	128,24	173,45

⁴ Comme la variable RME est exprimée en flux et les autres variables en niveau, l'introduction du logarithme permet d'éviter le biais des unités différentes

Au niveau bilatéral, les signes des coefficients et les tests de students sont très significatifs, ce qui montre qu'il y a un lien de complémentarité entre le commerce et émigration. D'ailleurs, les résultats économétriques montrent qu'une augmentation de 1% des échanges avec l'Italie, par exemple engendrera une augmentation de flux des marocains en Italie de 2,185%.

Qu'en t-il pour au niveau multilatéral?

Pour prendre en compte les effets multilatéraux des échanges entre le Maroc et les SPE, le recours au modèle panel est indispensable.

Les données utilisées en économétrie sont le plus souvent des séries chronologiques, on peut, encore, disposer de données concernant une période précise. Les données de panel, ou données croisées, possèdent les deux dimensions précédentes et rapportent les valeurs des variables considérées relevées pour un ensemble, ou panel, d'individus sur une suite de périodes⁵.

Le tableau n°12 présente les résultats d'estimations effectuées sur la période 1980-2005 pour le groupe des six pays retenus.

Le test de spécification de Hausman indique que le modèle avec effets aléatoire (MCG) est plus approprié pour les estimations présentées dans les quatre dernières colonnes (valeurs [test d'Hausman - χ^2 (à 5%)] négatives). Alors le modèle à effets fixes (within) est adapté aux deux premières équations (valeurs positives)

**Tableau n°12: Explication des flux migratoires en fonction des IDE; X et M
(au niveau multilatéral)**

	RME		
M_{.1}		0,481 (2,613)	
X_{.1}		0,462 (2,812)	
Comm_{.1}	0,898 (8,264)		0,958 (14,205)
IDE_{.1}	0,385 (0,813)	0,258 (0,558)	
Cts	-	-	-3,11 (2,787)
R²	0,43	0,52	0,35
test d'Hausman - χ^2 à 5%	3,31	20,69	-2,64

⁵ En économétrie, le terme de données de panel est simplement synonyme de données croisées ayant généralement une dimension temporelle. On utilise une notation naturelle à deux indices : x_{it} note l'observation de la variable x pour l'individu i à la période t. Si on fixe l'individu observé, on obtient la série chronologique, ou *coupe* longitudinale, le concernant, tandis que si l'on fixe la période examinée, on obtient une coupe transversale, ou instantanée, pour l'ensemble des individus. De nombreux modèles économétriques, notamment dans le domaine de la macroéconomie, peuvent être confrontés à des données croisées, le caractère particulier de celles-ci invite à considérer des spécifications et des méthodes d'estimation adaptées. Le modèle de base s'écrit : $y_{it} = a + b.x_{it} + c.z_{it} + \epsilon_{it}$
De variable endogène y, d'explicatives x et z (et la constante), de coefficients a, b et c, et d'aléa ϵ , pour l'observation it :

Les résultats des estimations montrent que le nombre des RME est d'avantage corrélé aux exportations et aux importations (Tests de student) qui sont élevées.

Le signe positif des coefficients X et M tend à démontrer que le développement des relations commerciales entre le Maroc et les pays d'accueil s'accompagne d'une augmentation de l'émigration.

Les échanges commerciaux se traduisent à la fois par des expatriations et une meilleure connaissance du pays d'accueil par les candidats au départ, le coût de l'information dans ce cas va diminuer, et donc conduit à une croissance du nombre des RME. Les résultats de la régression tendent à prouver que la complémentarité l'emporte sur la substituabilité dans le cas du commerce pour une période de 26 ans.

Par la suite on remarque, colonne 2 du tableau n°12, que le t de student de la variable IDE est assez faible (0,81). Le coefficient de détermination R^2 est égal à 0,43. Ceci montre l'absence de lien entre les IDE et l'émigration. On peut dire que, plus les investissements étrangers sont élevés au Maroc, plus l'émigration en direction de ce pays augmente mais à un taux de croissance largement faible, comme résultat de la baisse du coût de l'information.

D'une part les IDE permettent l'essor de l'économie marocaine; d'autre part, les entrepreneurs préfèrent embaucher la main d'oeuvre sur place plutôt que dans le pays d'accueil mais comme on ne peut prévoir l'égalisation des salaires, on ne peut qu'attendre une augmentation de l'émigration.

En fait, à long terme la croissance du commerce permet le développement de l'industrie Marocaine, donc contribue à la modernisation du pays et à la baisse du chômage, ce qui entraîne une baisse de l'émigration des non qualifiés, mais surtout va engendrer une augmentation massive des personnes qualifiées, si la structure générale de l'économie marocaine ne change pas.

La troisième équation estimée sur données de panel ayant comme variable endogène l'effectif des RME dans les pays d'accueil. Les variables exogènes sont: les exportations Marocaines de la branche (13, 14, 15) vers le pays d'accueil sur les exportations totales marocaines ($expit/expt$), le commerce à la date t sur le commerce total ($comm/commtot$) et les investissements étrangers privés à la date $t-1$ sur les investissements étrangers privés total à la date $t-1$ ($ide/idetot$).

Tableau n°13: Estimation des flux migratoires en fonction des exportations Marocaines de la branche (13, 14, 15) sur les exportations totales marocaines, de commerce à la date t sur le commerce total et des investissements directs étrangers à la date $t-1$ sur les investissements directs étrangers total à la date $t-1$ (au niveau multilatéral).

Variable	RME
$expit/expt$	0,64 (6, 325)
$comm/commtot$	1,91 (3,66)
$ide/idetot$	0,17 (0,72)
Constante	18,93 (17,38)
R^2	0,37
test d'Hausman - χ^2 (à 5%)	-2.36

Le tableau n°13 montre que le nombre des RME est corrélé aux exportations intenses en main d'oeuvre. Le signe positif et un t-student élevé (par rapport à celui du $comm/commtot$) montrent que le développement des exportations des branches (13-14-15) s'accompagne d'une augmentation du flux migratoire.

Ceci peut s'expliquer par le fait que la plupart de ces biens sont produits dans des entreprises utilisant beaucoup de mains d'oeuvre (non qualifiée). Une libéralisation du commerce international entraînerait une diminution des taux de salaire dans les pays d'accueil et, en l'absence de coûts de migration, une augmentation permanente de l'émigration. Le commerce serait alors complémentaire à l'émigration.

Conclusion et Implications en termes de politique migratoire, commerciale et de l'investissement

L'analyse présentée dans cet article, fondée sur les enseignements descriptifs et l'analyse économétrique, mène à affirmer qu'il n'y a pas d'alternatives entre migrations et échanges. En effet, les relations commerciales entre les pays de départ des migrants et les pays d'accueil ne peuvent que conduire à une augmentation des flux migratoires par l'effet information et la baisse des coûts de l'émigration (coût de déménagement, de recherche d'emploi, d'habitation, le coût et le temps nécessaire pour l'obtention d'un visa, ... ainsi que la distance entre le Maroc et l'Europe qui ne dépasse pas 15km) Emigrer, c'est décider pour soi-même, rester, c'est faire confiance au gouvernement et au marché dans le pays d'accueil.

On a pu montrer, par ailleurs, que les IDE n'ont pas d'effets sur la migration internationale.

En réalité, la nature des relations « migrations, investissement et commerce » dépend aussi d'autres variables exogènes (dont certains ne sont pas mesurables) qui ne sont pas pris en compte dans les modèles tels que : le niveau des droits de douane, la qualification des habitants du pays d'origine, la diaspora nombreuse. Les coûts de migration et Les politiques d'insertion, d'immigration ou culturelles (difficilement quantifiables).

On constate par ailleurs que les implications en termes de politique migratoire, commerciale et de l'investissement sont nombreuses :

- ◆ les politiques de libéralisation, pour contrarier l'émigration de travailleurs peu qualifiés, ne pourront qu'encourager l'émigration des salariés peu qualifiés des pays pauvres et décourager celle de salariés qualifiés. Par l'instauration des quotas une émigration clandestine et illégale va s'amplifier;

- ◆ les aides de la communauté internationale destinées à un pays pauvre, ayant pour but de résorber les migrations, permettront aux migrants potentiels d'assumer les coûts de migration.

- ◆ La nécessité de conclure des accords de coordination et de coopération multilatérale, entre les pays émetteurs et récepteurs des migrants, pour la définition d'une politique migratoire afin que la répartition équilibrée des avantages de la libéralisation des facteurs (capital et travail) pourrait se réaliser. « Un accord de libre-échange ne peut constituer une alternative à une véritable politique migratoire : une proposition de co-développement, pour être entendue, doit faire place à une analyse des situations réelles et être menée conjointement par les parties en cause. Elle ne peut reposer sur le seul intérêt d'une des parties à réduire l'immigration, elle doit s'appuyer sur l'intérêt des deux parties. Dans ce contexte, la politique « unilatérale » migratoire de l'UE ne serait-elle pas vouée à un véritable échec? » (Delphine Nakache, 2003)

On peut dire enfin qu'en raison de l'augmentation régulière des flux de l'émigration dont, une forte croissance des travailleurs qualifiés et l'évolution notoire des transferts de fonds des migrants, il est devenu primordial de s'attaquer à la question des liens entre migration et développement. Pour le cas du Maroc, il est à signaler que les transferts de fonds des RME constituent la première source de devise, ils représentent plus de 267% des IDE en moyenne annuelle de 1973 à 2006. Permettant, par conséquent, de venir en aide à une famille nombreuse et de réaliser une promotion sociale et d'être à l'abri du besoin.

Ces transferts jouent un rôle important dans le maintien de la migration (effet d'imitation et effet d'information). Ces transferts « s'avèrent les plus progressifs après l'aide au développement. Des projections en 2015 montrent que le pouvoir de redistribution de ces transferts pourrait s'accroître dès lors que les taux d'expatriation en provenance des pays pauvres seraient maintenus à leur niveau actuel. Cependant, ces taux d'expatriation reposent pour l'essentiel sur des populations importantes de migrants non qualifiés, tandis que les politiques des pays du Nord tendent aujourd'hui à favoriser la migration de qualifiés » (Cogneau.D, Lambert.S 2006).

Le potentiel de migration Africaine est en augmentation constante. Ceci est le résultat, d'un côté de l'incapacité des marchés locaux de l'emploi de ces pays à absorber les nouveaux demandeurs d'emplois, notamment les diplômés, et du manque de confiance dans les perspectives nationales de développement. De l'autre côté, forcé de constater, au niveau de l'UE, d'une part une population en vieillissement, et d'autre part, une pénurie de main d'œuvre, notamment qualifier, dans un contexte sociopolitique attractive et conditionné par les valeurs de droit de l'Homme.

Bibliographie

- Chaâbita.R et Ait Sarkouh.T (1997), « Analyse de l'émigration des Marocains à l'étranger et déterminants des transferts de fond : utilisation de données macro-économiques et d'enquêtes », mémoire de DES.
- Chaâbita.R (2001) : « Analyse des déterminants des transferts de fonds des RME en Europe : utilisation de données macroéconomiques et d'enquêtes », thèse de Doctorat.
- Chaâbita.R (2007) : « Les transferts des RME : impact et déterminants », la Réunion ad hoc d'experts sur la Migration internationale et le développement en Afrique du nord, Organisé par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Rabat (Maroc), les 19 et 20 mars 2007.
- Chaâbita.R (2006), « Les déterminants des transferts de fonds des résidents marocains en Europe : enseignements de données macroéconomiques et individuelles », colloque international « Les relations euro-africaines et la problématique de l'immigration maghrébine et sub-saharienne » organisé par le Centre des Mouvements Migratoires Maghrébins (CEMMM) (9/10-11-2006 à Oujda – Maroc
- Chaâbita.R, Maghraoui.S et Mourji.F, (1997), « effets des accords de libre-échange entre le Maroc et l'UE ». In M.Catin, « Le libre échange les investissements étrangers et le développement » chapitre 4, ed l'Harmattan, Paris 1997.
- Cogneau.D et Lambert.S, (2006), « L'aide au développement et les autres flux nord-sud : complémentarité ou substitution ? ». Centre de développement de l'OCDE, document de travail no. 251, juin 2006 DEV/Doc (2006).
- Cogneau.D et Tapinos.G, (2000), « Libre échange et intégration régional », in dial publication, Novembre 2000
- Faini.R and Venturini.A (1993): "Trade, and migrations. Some basic policy issues", Eur. Econ. Review n° 37, pp: 435-442.
- Guillaumont.P: "Politique d'ouverture et croissance économique: les effets de la croissance et de la stabilité des exportations", Revue d'économie du développement, N°1 Mars 1994.
- Herman E. Daly, (2004), « Population, Migration Et Mondialisation », in L'état de la planète Magazine N°17- septembre/octobre 2004
- Nakache Dephpine, (2003) « La migration : une priorité stratégique pour l'union européenne dans le partenariat nord/sud », Texte extrait d'une présentation dans le cadre des journées du Forum Social Européen (France, Novembre 2003).
www.cimade.org/downloads/DelphineNakacheCIMADE.pdf
- Martin.Ph (1993), « trade and migration: NAFTA and agriculture », in inst.for int.econ. Washington. ».
- Martin.Ph (2004), « Nafta and Mexico-US Migration: Policy Options in 2004 », IRPP Conference on North American Integration, April 1-2 2004.
www.irpp.org/events/archive/apr04/martin.pdf
- Muchielli.J.C «Principes de l'économie internationale», ed economica 1987.
- Noireil Gérard (1992), « l'émigration, un facteur de diversité de la population Française », in population, immigration et identité nationale en France, XIX-XX siècle, Paris Hachette page, 57-83.

- Muddell.R (1957), «International trade and factor mobility », American Economic Review XL VII (June):321-335
- OCDE 1992 « Tendances des migrations internationales ».
- Office des Changes (1980-2006).
- Rutherford Thomas F et alii : "L'accord de libre échange entre le Maroc et La CEE: une évaluation quantitative," Revue d'économie du développement, N°2, 1994.
- Simmons.Alan.B, (2002) « Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques », Cahiers québécois de démographie Vol. 31, no 1, printemps 2002, p. 7-33.
- Schiff. M: "Politique commerciale et migration internationale," Revue d'économie du développement, N°1, Mars 1995.
- Schiff.M (1994); "Politique commerciale et migration internationale". Publication de la Banque Mondiale.
- Schiff.M (1996): "South-Nord migration and trad: A survey", Word bank.
- Sherman.R: "L'analyse de la libéralisation des échanges agricoles à l'aide de modèles d'équilibre générale calculés sur un seul pays", in "Libéralisation des échanges agraires: implications pour les pays en développement", sous la direction de Ian Goldan et Odin Knudsen, ed OCDE 1990.
- SOPEMI, « Tendances des migrations internationales », ed OCDE 1992, 1993, 1994.
- Tapinos.G « L'économie des migrations internationale », ed A.colin 1974.
- Tapinos.G et alii " Libre échange, répartition du revenu et migration au Maroc", ed A.colin 1994.
- Ternote.M (1993), «Cause et conséquences économiques de la migration internationale », Etudes internationales, Numéro spécial, Vol XXIV n°1, Mars 1993, page 51-61.

Liste des graphiques et des tableaux

Graphique n°1 : Evolutions des IDE vers le Maroc (1973-2006).....	13
Graphiques N°2:Evolution de l' Emigration, du commerce et d' IDE par pays de 1980 à 2006.....	17
Tableau n°1: Evolution de la balance commerciale et du taux de couverture.....	6
Tableau n° 2: La structure des exportations Marocaines (en %)	7
Tableau n°3: La part des produits exportés dans le total des exports (en %)	8
Tableau n°4: Structure des importations par produits.....	8
Tableau n°5: La part des produits importés dans le total des imports (en %).....	9
Tableau n°6: Principaux clients et fournisseurs du Maroc 1995-2005 (en %).....	9
Tableau n°7: indicateurs de l'intensité des échanges MAROC -UNION EUROPEENNE (Moyenne 1991-2006).....	11
Tableau n°8: Indices de concentration relative des échanges extérieurs du Maroc avec l'UE.....	12
Tableau n°9 : Répartition des flux d IDE par principaux pays d'origine (en Millions DH).....	14
Tableau n°10 : Répartition des flux d'IDE vers le Maroc par secteur d'activité de 2004 à 2006 (en Millions DH).....	15
Tableau n°11: Explication des flux migratoires en fonction des IDE et du Commerce (au niveau bilatéral).....	18
Tableau n°12: Explication des flux migratoires en fonction des IDE; X et M.....	19
Tableau n°13: Estimation des flux migratoires en fonction des exportations Marocaines de la branche (13, 14, 15) sur les exportations totales marocaines, de commerce à la date t sur le commerce total et des investissements directs étrangers à la date t-1 sur les investissements directs étrangers total à la date t-1 (au niveau multilatéral).....	21